

LE PEUPLE AMERICAIN DIRA NON A LACOSTE ...

Il en est des pactes entre nations comme du mariage des humbles. Le sentiment d'interdépendance, s'il n'y peut prévenir l'adultère, s'avère, par contre, le lien le plus apte, à enchaîner les partenaires.

Voilà bien des cabinets (1) déjà combien? Ils se succèdent si vite au rythme des chasses d'eau hémisphériques...) Marianne épousait Sam, un gars que l'on voulait niais mais, en vérité, plus solide de cervelle que ne laissait supposer la carrure de ses épaules. Ils vécurent comme vivent les couples de leur genre (elle, vieille déjà; lui, jeune encore... mais si robuste). Il l'était trop, trop coureur de surcroit et l'irréparable faillit se produire, il y a un an (pardon deux cabinets) alors qu'il courtisait trop assidûment un certain Ali (lesmœurs particulières, on le voit, n'ont pas de frontière). Or, ce fut là tout le drame, l'Ali en question se trouvait être l'amant ravageur, convoité et destructeur, et tout à la fois détruit, convoiteur, prostitué et maquereau de Marianne. (Elle est de celles qui adorent cela et il paraît même qu'elle y retrouve son compte.)

Pourtant, cette fois-là, au comble de son cocufiage, elle faillit se séparer d'avec Sam. Elle quitta bien le domicile conjugal, ce palais lecorbusierien sur les bords de l'East River où deux grands harems se disputent - et sans distinction de races, cette fois - les plus belles filles du monde. Elle réinstalla ses pénates (oh! si peu) chez ses vieux frères et cousins germains européens. Mais - tous les foyers à salaire unique en sont là en pareille circonstance - l'argent vint à manquer; quant au divorce, il n'y fallait pas songer... ils sont si chers!

On essaya d'oublier les fredaines de Sam; on se retrouva en vacances (Le Caire, ma chère!). Le lit arrange bien des choses, dit la sagesse populaire... Celui du Nil faillit tout remettre en question. Marianne aurait pu se fâcher pour de bon cette fois; mais c'est une autre histoire... qui risquerait d'empuantir ces colonnes de l'odeur macérée du pétrole et du sang (l'argent a parfois de ces odeurs!).

Donc, encore une fois, bonne fille, notre Marianne universelle pardonna. Elle eût même oublié si un homme d'affaires de Sam (ai-je dit que Sam était dans les affaires?) n'eût, à nouveau tout remis-en question.

Un certain Kennedy - «un des hommes de l'avenir» si l'on en croit M. Irving Brown - lançait la déclaration que l'on connaît à quelques mois de la prochaine assemblée générale des Nations Unies. Eisenhower, chaperon du couple infortuné, essayait bien d'en atténuer la portée, mais personne ne pouvait plus s'y tromper: Kennedy était bel et bien le porte-parole du bon peuple américain.

Nous pourrions en attester; mais nous laisserons ce soin à plus conséquent en matière de représentativité. En effet, qui, mieux que l'énorme machine syndicale U.S. pourrait répandre la vox populi ? Elle s'y emploie et cela ne va sans heurt, tant à l'intérieur de la Confédération internationale des Syndicats libres (dont la C.G.T.-F.O. est partie prenante) que dans le domaine de la diplomatie internationale (Irving Brown, le délégué de l'A.F.L.-C.I.O. en Europe le sait).

Voici d'ailleurs ce que disait l'A.F.L.-C.I.O. au moment de la grande bouderie dont nous parlions tout à l'heure. Dans une lettre - que nous reproduisons en exclusivité - George Meany, président, en appelle à l'initiative de son gouvernement il écrivait le 26 octobre 1956 à Mr John Poster Dulles:

Mon cher Monsieur le Ministre,

Les travailleurs américains ont été engagés activement dans l'aide pour le développement de vigoureux et «bona fide» mouvements syndicalistes libres dans différentes parties du monde.

Nos efforts dans ce sens ont été récompensés par des résultats satisfaisants en Tunisie, au Maroc et en Algérie où les organisations syndicales sont d'importantes affiliées de la Confédération internationale des

(1) Cabinet = Unité française de mesures de temps. De toutes les mesures de temps connues, elle est la plus courte.

Syndicats libres. Ces vitales et démocratiques organisations de travailleurs se trouvent à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie et contre toute forme d'oppression colonialiste, qu'il s'agisse de la nouvelle forme soviétique ou du vieux type de colonialisme. Elles sont les adversaires les plus efficaces du complot communiste pour le renversement des efforts louables que les forces de l'indépendance nationale déploient pour bâti de saines démocraties dans ces pays.

Comme vous savez, l'agenda provisoire de la très prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies comprend 14 points intéressant l'Afrique. A ce sujet, la Commission des Affaires internationales de l'A.F.L.-Cl.O. a examiné la grave crise qui sévit en Algérie où 500.000 soldats français sont engagés dans une guerre insensée et terrible contre le peuple algérien qui lutte pour l'indépendance nationale et les libertés humaines chères par notre nation, par la France et tous les autres pays démocratiques.

Nous avons décidé unanimement de presser notre gouvernement d'exercer le maximum de son influence afin que les Nations Unies jouent un rôle positif en aidant le peuple algérien à garantir sa liberté nationale et à établir une démocratie assurant à tous ses citoyens, sans distinction de croyances, les pleins droits de liberté, égalité et fraternité.

A ce propos, une action favorable de notre gouvernement est absolument urgente aujourd'hui après la récente capture d'un avion appartenant aux lignes aériennes marocaines, transportant 5 leaders algériens en route vers une conférence avec les chefs des gouvernements souverains de Tunisie et du Maroc. Cet honteux sabotage de la conférence préparée par le Sultan à la requête du gouvernement français en vue de discuter les possibilités d'une paix honorable entre la France et l'Algérie a soulevé une indignation dans le monde entier.

Nos camarades syndicalistes de Tunisie, du Maroc et d'Algérie se sont mis en grève pour démontrer au monde leur plus profond mépris pour une telle violation des lois internationales et de la moralité. Devant cette situation désespérée, nous, de l'A.F.L.-Cl.O., pouvons seulement exprimer notre plus chaleureuse solidarité envers ces organisations démocratiques du travail.

Aujourd'hui, seule une prompte et positive initiative de notre gouvernement peut redresser la situation et épargner aux libertés humaines et à la décence un dommage plus grand encore que celui qui leur fut infligé par le meurtre de Farhed Hached, leader tunisien du travail, et par la déportation, il y a quelques années, du sultan du Maroc.

De plus, une initiative constructive des Américains aidera considérablement à restaurer l'honneur et le bon renom de la France compromis par les derniers actes de désespoir de colonialistes obtus et égoïstes aussi bien qu'à accroître l'influence et le prestige de notre propre pays comme une force dédiée à la protection et la promotion de la liberté, de la dignité humaine et d'une durable paix mondiale.

J'espère, Monsieur le Ministre...

On savait ce que pensait Kennedy. Voilà maintenant pour le mouvement syndical, voilà donc pour le peuple et, comme chez les génies du christianisme on a le sens de la démocratie, voilà pour le gouvernement américain. C'est du moins ce qu'annonçait Irving Brown (encore lui!) au cours du congrès de la C.I.S.L. qui s'est tenu dernièrement à Tunis:

En mars, j'ai dit que tôt ou tard le mouvement américain s'alignera sur les conceptions des syndicats américains en ce qui concerne l'indépendance de l'Algérie, parce que les syndicats américains expriment les sentiments réels du peuple américain anticolonialiste.

La déclaration récente du sénateur Kennedy, qui est un des hommes de l'avenir vient de confirmer ce que j'ai prédit en mars dernier. Maintenant, l'administration américaine est à son tour obligée de reconsidérer la question algérienne. Car cette question qui touche aux sentiments les plus profonds du peuple américain, ne peut être laissée aux mains de l'opposition. Aujourd'hui, ce n'est plus une opposition syndicale mais une opposition politique qui se manifeste puissamment en Amérique.

A la session de septembre de l'O.N.U. notre gouvernement ne pourra pas continuer la politique qu'il a suivie l'an dernier à l'égard du problème algérien. La délégation américaine aux Nations Unies prendra une position favorable à l'indépendance de l'Algérie.

La France ne pourra répéter "la même chanson"; le quart d'heure de Lacoste est le plus grand quart d'heure qui ait jamais existé dans l'Histoire. La France sera obligée d'admettre l'indépendance de l'Algérie.

Pour nous, qui n'avons cessé de l'affirmer, le côté cocasse - s'il est encore possible - de la chose est de nous retrouver d'accord avec des gens qui, quoique pour des raisons bien éloignées de nos préoccupations, se trouvent défendre avec des mots que l'on peut dire chez eux ce que chacun aimerait clamer ici.

Marcel CABELLERO.